



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général aux Affaires Départementales
Bureau de l'Environnement**

**ARRÊTÉ n° PREF-SGAD-BE-2024-183
du - 4 SEP. 2024**

portant ouverture d'une enquête publique relative à une demande d'autorisation environnementale pour l'exploitation d'un parc éolien dit « Les Hauts de l'Armançon » sur le territoire des communes d'Aisy-sur-Armançon, Cry-sur-Armançon et Nuits-sur-Armançon par la SAS ÉNERGIE ARMANÇON (groupe WPD)

Le Préfet de l'Yonne,

VU le code de l'environnement Livre V, Titre Ier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les chapitres II (évaluation environnementale) et III (participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement) du Titre II du Livre 1^{er} du code de l'environnement ;

VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

VU le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;

VU le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes ;

VU la demande en date du 8 novembre 2019, complétée les 2 août 2021, 27 juin 2022 et 30 octobre 2023, par laquelle la SAS ÉNERGIE ARMANÇON (groupe WPD) sollicite l'autorisation environnementale pour l'exploitation d'un parc éolien situé sur le territoire des communes d'Aisy-sur-Armançon, Cry-sur-Armançon et Nuits-sur-Armançon ;

VU le dossier comprenant une étude d'impact produite à l'appui de la demande susvisée ;

VU l'avis de l'autorité environnementale concernant la demande de la SAS ÉNERGIE ARMANÇON (groupe WPD) émis par la Mission Régionale d'Autorité environnementale le 3 juin 2024, le mémoire en réponse du pétitionnaire à cet avis et les avis des services consultés dans le cadre de la phase d'examen qui seront joints au dossier d'enquête publique ;

VU le rapport de recevabilité de l'inspection des installations classées en date du 31 juillet 2024 ;

VU l'ordonnance du Président du Tribunal administratif de Dijon en date du 20 août 2024, désignant une commission d'enquête composée d'un président, Monsieur André PATIGNIER, Colonel honoraire de gendarmerie, de deux membres titulaires, Messieurs Gérard FARRÉ-SÉGARRA, Colonel honoraire de gendarmerie, et José JACQUEMAIN, Inspecteur de l'éducation nationale en retraite, ainsi que d'un commissaire enquêteur suppléant, Monsieur Pascal FOUGÈRE, Directeur de la poste en retraite ;

CONSIDÉRANT que la SAS ÉNERGIE ARMANÇON (groupe WPD) sollicite une autorisation environnementale pour l'exploitation d'un parc éolien situé sur le territoire des communes d'Aisy-sur-Armançon, Cry-sur-Armançon et Nuits-sur-Armançon ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de soumettre cette demande à enquête publique, conformément aux dispositions du code de l'environnement ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE :

Article 1 : Une enquête publique de 33 jours consécutifs, relative à la demande d'autorisation environnementale présentée par la SAS ÉNERGIE ARMANÇON (groupe WPD) en vue d'exploiter un parc composé de 18 éoliennes et de 9 postes de livraison situés sur le territoire des communes d'Aisy-sur-Armançon, Cry-sur-Armançon et Nuits-sur-Armançon sera ouverte en mairies d'Aisy-sur-Armançon, Cry-sur-Armançon et Nuits-sur-Armançon, du lundi 21 octobre 2024 (9 h) au vendredi 22 novembre 2024 (17 h) inclus.

Article 2 : Les pièces du dossier comprenant notamment une étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et le mémoire en réponse du pétitionnaire, les avis des services émis dans le cadre de la phase d'examen, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par la commission d'enquête, seront déposés en mairies d'Aisy-sur-Armançon, Cry-sur-Armançon et Nuits-sur-Armançon, pendant toute la durée de l'enquête du 21 octobre 2024 au 22 novembre 2024 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner ses observations éventuelles, aux jours et heures habituels d'ouverture des mairies.

La commission d'enquête (ou un de ses membres) sera présente :

- **à la mairie de Cry-sur-Armançon**, siège de l'enquête publique, les :
 - lundi 21 octobre 2024 de 9 h à 12 h,
 - vendredi 22 novembre 2024 de 14 h à 17 h,
- **à la mairie d'Aisy-sur-Armançon**, les :
 - samedi 26 octobre 2024 de 9 h à 12 h,
 - jeudi 7 novembre 2024 de 15 h à 18 h,
- **à la mairie de Nuits-sur-Armançon**, les :
 - mardi 29 octobre 2024 de 9 h à 12 h,
 - jeudi 14 novembre 2024 de 9 h à 12 h,

pour recevoir en personne les observations et propositions du public qui seront consignées sur le registre d'enquête à feuillets non mobiles ouvert à cet effet.

Les observations et propositions que soulèverait le projet pourront également être adressées :

- **sur un registre dématérialisé**, à l'adresse suivante :
<https://www.registre-dematerialise.fr/5553>
- **par voie électronique**, à l'adresse e-mail associée au registre dématérialisé suivante :
enquete-publique-5553@registre-dematerialise.fr
- **par courrier**, à l'attention du président de la commission d'enquête, à la mairie de Cry-sur-Armançon, 2 ruelle Caverot 89390.

Les observations et propositions transmises par voie électronique à l'adresse e-mail susmentionnée, seront publiées dans les meilleurs délais sur le registre dématérialisé et donc visibles par tous.

Article 3 : Le dossier complet de demande d'autorisation environnementale pourra être consulté sur le site internet des services de l'État à l'adresse suivante : www.yonne.gouv.fr (Onglet « Actions de l'État » / Rubriques Environnement / Installations classées, ... / Enquêtes publiques) ainsi que sur l'adresse du registre dématérialisé suscitée.

Le dossier pourra également être consulté, du 21 octobre 2024 au 22 novembre 2024 sur le poste informatique mis à disposition du public à la préfecture de l'Yonne à Auxerre (Bureau de l'Environnement) de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30, sur rendez-vous en téléphonant au 03.86.72.78.18 ou 03.86.72.79.89.

Article 4 : Le conseil municipal des communes d'Aisy-sur-Armançon, Cry-sur-Armançon et Nuits-sur-Armançon communes d'implantation et d'Asnières-en-Montagne, Buffon, Fain-les-Moutiers, Montbard, Quincerot, Quincy-le-Vicomte, Rougemont, Saint-Germain-les-Senailly, Saint-Rémy **pour le département de la Côte d'Or** et d'Ancy-le-Franc, Argenteuil-sur-Armançon, Bierry-les-Belles-Fontaines, Chassignelles, Châtel-Gérard, Etivey, Fulvy, Pasilly, Perrigny-sur-Armançon, Ravières, Sarry et Villiers-les-Hauts **pour le département de l'Yonne**, communes dont une partie du territoire est touchée par le rayon d'affichage réglementaire de 6 km autour du site concerné, ainsi que le conseil communautaire de la Communauté de communes « Le Tonnerrois en Bourgogne » seront appelés à donner leur avis dès l'ouverture de l'enquête publique.

Ces avis pourront être émis dès l'ouverture de l'enquête publique, mais ne seront pas pris en considération s'ils sont exprimés au-delà des quinze jours suivant la clôture des registres d'enquête.

Article 5 : Un avis au public comportant toutes indications concernant l'enquête sera affiché, aux frais de la SAS ÉNERGIE ARMANÇON (groupe WPD), par les soins des maires, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci en mairies d'Aisy-sur-Armançon, Cry-sur-Armançon et Nuits-sur-Armançon (communes d'implantation) et d'Asnières-en-Montagne, Buffon, Fain-les-Moutiers, Montbard, Quincerot, Quincy-le-Vicomte, Rougemont, Saint-Germain-les-Senailly, Saint-Rémy pour le département de la Côte d'Or et d'Ancy-le-Franc, Argenteuil-sur-Armançon, Bierry-les-Belles-Fontaines, Chassignelles, Châtel-Gérard, Etivey, Fulvy, Pasilly, Perrigny-sur-Armançon, Ravières, Sarry et Villiers-les-Hauts pour le département de l'Yonne ainsi que dans le voisinage de l'installation projetée de manière à assurer une bonne information du public, à tous endroits où l'attention des tiers sera suffisamment attirée.

L'accomplissement de cet affichage sera certifié par les maires des communes ci-dessus énoncées.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procédera à l'affichage du même avis sur les lieux ou en un lieu situé au voisinage des travaux projetés, visible et lisible de la voie publique.

Les affiches devront mesurer au moins 42 cm x 59,4 cm (format A2) et comporter le titre « Avis d'enquête publique » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur. Les informations seront écrites en caractères noirs sur fond jaune.

Cet avis sera également publié sur le site Internet des services de l'État, dans les mêmes délais, à l'adresse suivante : www.yonne.gouv.fr / Actions de l'État / Environnement / Installations classées / Enquêtes publiques.

Article 6 : L'enquête sera également annoncée quinze jours au moins avant son ouverture et dans les huit premiers jours de celle-ci par les soins des services préfectoraux, dans les journaux « L'Yonne Républicaine » et « L'indépendant de l'Yonne » pour le département de l'Yonne, dans les journaux « Terres de Bourgogne » et « Le Bien Public » pour le département de la Côte-d'Or.

Les frais de publication seront à la charge du pétitionnaire.

Article 7 : Par décision motivée, le président de la commission d'enquête peut, après information du Préfet et de l'exploitant, prolonger l'enquête publique pour une durée maximale de quinze jours.

Article 8 : A l'expiration de la durée de l'enquête fixée à l'article 1 du présent arrêté, les registres seront clos et signés par le président de la commission d'enquête qui convoquera dans la huitaine le responsable de la SAS ÉNERGIE ARMANÇON (groupe WPD) et lui communiquera sur place les observations et propositions écrites et orales consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire, dans un délai maximum de quinze jours, un mémoire en réponse.

Article 9 : La commission d'enquête rédigera d'une part, un rapport comportant le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public.

La commission d'enquête consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Article 10 : Le président de la commission d'enquête transmettra à la préfecture de l'Yonne les registres et les pièces annexées avec le rapport et les conclusions motivées, dans un délai de trente jours à l'issue de l'enquête publique. Elle adressera simultanément une copie de son rapport et de ses conclusions motivées au Président du tribunal administratif de Dijon.

Article 11 : Le Préfet adressera, dès réception, copie du rapport et des conclusions aux maires des communes mentionnées à l'article 4 du présent arrêté, ainsi qu'au responsable de la SAS ÉNERGIE ARMANÇON (groupe WPD).

Par ailleurs, toute personne pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête, ainsi que du mémoire en réponse du demandeur, à la préfecture ou dans les mairies susmentionnées.

Ces éléments seront également mis à disposition du public sur le site internet des services de l'État, pour une durée qui ne peut être inférieure à un an à compter de la décision finale.

Article 12 : La décision prise par le Préfet, à l'issue de la procédure, est une autorisation environnementale assortie du respect de prescriptions ou un refus.

Article 13 : Toute information sur le projet peut être demandée auprès de Madame JAULAIN, responsable du projet pour la SAS ÉNERGIE ARMANÇON (groupe WPD) – 32-36 rue de Bellevue – 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT – mail : eolien.armancon@wpd.fr

Article 14 : Madame la Secrétaire générale de la préfecture, les Maires d'Aisy-sur-Armançon, Cry-sur-Armançon et Nuits-sur-Armançon et d'Asnières-en-Montagne, Buffon, Fain-les-Moutiers, Montbard, Quincerot, Quincy-le-Vicomte, Rougemont, Saint-Germain-les-Senailly, Saint-Rémy pour le département de la Côte d'Or et d'Ancy-le-Franc, Argenteuil-sur-Armançon, Bierry-les-Belles-Fontaines, Chassignelles, Châtel-Gérard, Etivey, Fulvy, Pasilly, Perrigny-sur-Armançon, Ravières, Sarry et Villiers-les-Hauts pour le département de l'Yonne, ainsi que le président de la commission d'enquête sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur le Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté, Préfet de la Côte-d'Or,
- Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement d'Avallon,
- Monsieur le Président de la Communauté de communes Le Tonnerrois en Bourgogne,
- Madame la Directrice départementale des territoires de l'Yonne,
- Monsieur le Président du Tribunal administratif de Dijon,
- Monsieur le Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté,
- Monsieur le Directeur de la SAS ÉNERGIE ARMANÇON (groupe WPD),
- Messieurs les membres de la commission d'enquête.

Fait à Auxerre, le **- 4 SEP. 2024**

Le Préfet,

Pascal JAN